



GENRE ET PRIVATISATION DE L'EDUCATION

DOSSIER
GENRE ET AGCS N°4

Actes de la
Vème RENCONTRE PALABRAS
Décembre 2002

Le Monde selon les femmes

18, rue de la Sablonnière • B-1000 Bruxelles • Belgique
Tél. 32 2 223 05 12 • Fax 32 2 223 15 12
palabras@mondefemmes.org • <http://www.mondefemmes.org>

La revue et le Réseau Palabras

Depuis septembre 96, le Monde selon les femmes a développé le projet Palabras, en lien avec ses multiples actions de sensibilisation et de formation.

La revue Palabras

La revue propose un regard croisé SUD/NORD par le recueil, la traduction et la diffusion de récits de groupes à la base, vivant en Europe du Sud, en Amérique latine et en Afrique francophone. Le projet donne la parole à des **groupes de femmes** du Sud et du Nord, ou des femmes du Sud vivant au Nord, pour raconter et écrire une action concrète, quelque chose qu'elles ont fait, qu'elles aimeraient faire connaître et qui illustre leur engagement social.

L'échange de récits entre monde francophone et hispanophone permet d'élaborer des outils d'animation et d'éducation au développement, dans une approche Genre.

Le réseau Palabras

Le Réseau Palabras se crée comme un espace d'échanges d'informations et d'expériences, stratégique dans la construction de l'identité des groupes des femmes. Il se veut un réseau pertinent d'action politique, pour agir sur les politiques de coopération et pour renforcer les mouvements de femmes et de solidarité internationale. A travers le réseau Palabras, nous voulons développer une nouvelle éthique dans la façon de s'organiser et d'échanger les informations.

Mise en forme des Actes de la Rencontre : Jeannine Moninga, Hélène Ryckmans

Traductions : Carmen Olmedo, Olivier De Visscher, Lidia Rodriguez Prieto, Laurence Chainaye

Mise en page : Hélène Ryckmans, M. Vande veegaete, Paula Maggi, Mercedes Monteagudo

© Le Monde selon les femmes

18, rue de la Sablonnière • B-1000 Bruxelles • Belgique

Tél. 32 2 223 05 12 • Fax 32 2 223 15 12 • Compte n° 310-1217399-38

info@mondefemmes.org • <http://www.mondefemmes.org>

Dépôt légal : D/2003-792604

INTRODUCTION

CADRE GENERAL DE LA RENCONTRE PALABRAS 2002

En collaboration avec la Commission Femmes et Développement, le Monde selon les femmes a organisé, du 9 au 11 décembre 2002 à Bruxelles, la cinquième rencontre du Réseau Palabras. Pendant trois jours, les partenaires venus d'Afrique et d'Amérique latine et des personnes travaillant sur les thèmes de la rencontre au Nord (Belgique, France, Pays-Bas, Suède) ont échangé leurs expériences sur :

- **La privatisation des services publics : mécanismes et impacts sur les femmes ;**
- **Les alternatives pour la qualité de la vie et les stratégies féministes internationales.**

La rencontre Palabras 2002 a eu lieu dans le cadre du Forum Social de Belgique, après le Sommet sur le développement durable de Johannesburg et dans le contexte des négociations en cours à l'OMC à propos de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS).

Au moment du lancement du Forum Social de Belgique, le 21 septembre 2002, le Gender group de 11.11.11, WIDE, Oxfam Solidarité et le Monde selon les femmes ont organisé un atelier sur le genre. Un premier accent a été mis sur *les effets de la privatisation en terme de genre* de manière à pouvoir entamer la réflexion. La rencontre Palabras 2002 fut la deuxième étape de ce processus à long terme. Lors du Forum social mondial de Porto Alegre, des personnes de Belgique et des associations du Sud se sont retrouvées et des ateliers et des rencontres sur les aspects genre ont été organisés. Le Monde selon les femmes a ensuite, le 23 mars 2003, organisé une formation sur le genre et l'AGCS. La rencontre du Forum social de Belgique le 10 mai et le Forum social Européen les 13 et 14 novembre à Paris constituent d'autres moments clés pour faire entendre le point de vue des femmes sur l'AGCS.

La rencontre Palabras visait à dénoncer les mécanismes de la privatisation des services publics qui s'imposerait avec l'AGCS, et à y proposer des alternatives féministes. La logique de l'AGCS privilégie la privatisation, considérée - via la concurrence - comme source d'efficacité et de qualité, de divers secteurs tels que la santé, l'eau et l'éducation. Or on sait d'expérience que l'accès à ces ressources est différencié par sexe, et que ces secteurs ont déjà été fort touchés par les crises et les ajustements structurels dans les pays du Sud. Avec les privatisations, on constate l'augmentation des coûts des services et la dualisation : certains groupes sociaux n'ont plus accès à ces services. Il y a aussi la baisse de la qualité, et un éloignement de plus en plus fort entre les bénéficiaires de ces services et les prestataires. Tout cela se répercute de manière spécifique sur la vie des femmes :

- La privatisation a des effets différenciés sur les hommes et sur les femmes.
- Elle a des effets catastrophiques sur les populations civiles les plus pauvres.
- Il faudrait dénoncer et se mobiliser pour éviter que l'OMC ne conclue cet Accord et ne mette en application une politique de privatisation des services publics.

La rencontre Palabras 2002 a donné l'occasion aux ONG et mouvements des femmes d'examiner la façon dont les privatisations sont organisées au Nord et au Sud. Il s'agit de cerner les impacts qu'elles ont ou vont avoir sur les hommes et sur les femmes dans leurs divers rôles (productif, reproductif, social) mais aussi sur le rapport entre les hommes et les femmes (le rapport de genre) à l'intérieur même du ménage, de la communauté ou dans le cadre, plus large, de la société.

La rencontre a également permis d'éclairer les rôles joués par les différents acteurs : l'Etat, le secteur privé et les firmes multinationales, et les instances internationales (OMC, IFI), qui pilotent le processus des privatisations. Et de discuter des alternatives proposées par le secteur associatif, les mouvements des femmes.

Pour mieux cerner cette problématique, la rencontre Palabras 2002 a proposé :

- des exposés sur le cadre général de la privatisation en Europe, en Afrique et en Amérique latine ;
- des ateliers sur la privatisation de la santé, de l'eau, et de l'éducation, afin d'approfondir ces secteurs fondamentaux, et de faire une série de propositions. Il s'est agi de préciser quel est l'accès et quel est le contrôle que les femmes ont sur ces diverses ressources ;
- des témoignages sur l'accès aux ressources et à l'environnement de qualité et sur les alternatives en matière de qualité de la vie ;
- et des échanges sur les stratégies féministes internationales dans le cadre de la migration, de la rébellion artistique (avec la création d'une fresque), de l'environnement en milieu rural et de l'alphabétisation économique.

Les débats de ces trois journées de réflexion ont tourné autour des grandes questions suivantes :

- Quels sont les impacts que risquent d'avoir les privatisations des services publics comme l'éducation, l'eau et la santé sur la vie des femmes ?
- Par quels mécanismes les privatisations sont-elles mises en œuvre ? Sont-ils les mêmes au Nord et au Sud ?
- Comment contrecarrer cette privatisation et développer des stratégies de qualité de la vie et de développement durable ?
- Comment construire des alternatives communes ?

Fruit de cette rencontre, une série de 5 dossiers est publiée pour diffuser les témoignages, les réflexions et les propositions des femmes :

Dossier 1. Privatisation des services publics : une perspective internationale

Dossier 2. Genre et privatisation de la santé

Dossier 3. Genre et privatisation de l'eau

Dossier 4. Genre et privatisation de l'éducation

Dossier 5. Alternatives aux privatisations : genre et qualité de la vie

IV. LA PRIVATISATION DE L'EDUCATION

Comme d'autres secteurs sociaux (l'eau, la santé), la situation de l'éducation est extrêmement préoccupante, et spécialement dans les pays du Sud. L'accès à l'éducation est inégal, les filles sont les premières perdantes de l'augmentation des coûts de la scolarité. Un autre fait frappant, c'est la baisse de la qualité de l'enseignement dans le secteur public. Avec la privatisation de ce secteur telle que la préconise l'OMC, le système éducatif se trouverait dans une impasse.

1. « L'IMPACT DES PRIVATISATIONS DE L'EDUCATION SUR LA VIE DES FEMMES EN ARGENTINE » par Sylvia Miorin, de Punto de Uniön (Argentine)

Sylvia Miorin est anthropologue, formatrice et enseignante universitaire. Elle est spécialiste des problèmes sociaux pour enfants. Elle coordonne un programme de bourse pour les jeunes et organise des activités de réflexion sur le genre, la sexualité et les droits humains et surtout les droits des femmes dans les écoles, les syndicats et les associations.

L'association Punto de Uniön (Argentine) assure un travail de diffusion, d'information et de sensibilisation concernant les droits des femmes (droits sexuels et reproductifs) et une réflexion sur le genre pour l'égalité des chances à l'éducation.

Contact mail : miorincupo@ciudad.com.ar

En Argentine, la société est caractérisée par une forte concentration des richesses entre les mains d'un groupe réduit de la population. Cette situation d'inégalité sociale et économique a engendré une grande pauvreté parmi les populations les plus défavorisées et l'exploitation des plus faibles (le travail et l'exploitation sexuelle des enfants). Les faits sont remarquables en ville et à la campagne mais les personnes les plus frappées sont les petites filles. Pour ces filles, l'accès à l'éducation est inégal par rapport aux garçons et la pauvreté est à l'origine de beaucoup de cas d'abandon scolaire.

Les politiques de privatisation concernent tous les services publics, notamment : l'eau, l'électricité, le téléphone, etc. Par contre, au niveau de l'éducation, on assiste à un désinvestissement progressif de l'enseignement public de la part de l'Etat et à une augmentation d'offre du secteur privé. La volonté de l'Etat n'est pas de privatiser le secteur mais bien de décentraliser la gestion des écoles au niveau des provinces. Cette façon de voir les choses aura des répercussions sur la baisse de la qualité de l'enseignement et sur l'augmentation du coût de l'éducation. Les familles les plus démunies ne pourront pas envoyer leurs enfants dans les écoles privées faute de moyens financiers. On va assister alors à la dualisation du secteur éducatif entre le public et le privé.

Rôle de l'éducation dans la vie des femmes en Argentine ?

Il n'existe pas une différence de genre au niveau de l'accès à l'éducation. Cependant, trois axes se dessinent pour justifier le bien fondé de l'éducation dans la vie des femmes :

- L'éducation est très importante pour l'exercice de la citoyenneté des femmes dans le système démocratique et permet la reconnaissance de leurs droits. L'éducation doit être perçue comme un investissement et non comme un simple gaspillage. Elle est la clé qui donne l'accès à d'autres droits et permet l'intégration sociale. Mais dans la réalité, on remarque que bon nombre de femmes n'ont qu'une citoyenneté formelle, elles ne connaissent ni n'exercent leurs droits. L'absence, par exemple, de cours d'éducation sexuelle dans le programme d'enseignement constitue un obstacle pour la poursuite des études des jeunes adolescentes. Il arrive que certaines jeunes abandonnent l'école tout simplement à cause des grossesses non-désirées. C'est ça d'ailleurs le bien fondé de travail que fait sur le terrain l'organisation Punto de Uniön en Argentine.

- La situation des femmes par rapport à leurs possibilités d'apprendre, dans le cadre de la crise institutionnelle sociale, politique et économique. Au niveau de l'accès à l'école, il n'y a pas de différence de genre. Toutefois, on retrouve la combinaison de deux situations : d'un côté, il existe des secteurs sociaux où l'accès à l'enseignement supérieur mais de mauvaise qualité est relativement égalitaire pour les femmes et de l'autre côté, il persiste des secteurs à faibles revenus économiques. Mais certains groupes sociaux comme les enfants de la rue, par exemple, sont complètement exclus de l'école.

- Le dernier axe est celui des stratégies et lignes d'action possibles. En effet, le désinvestissement de l'Etat a poussé la population à s'organiser, à s'engager volontairement et à réaliser des projets d'éducation afin d'améliorer la qualité de l'enseignement et de la vie des enfants. Elle organise des systèmes de volontariat pour l'enseignement, tient des crèches, des centres sportifs et offre des bourses scolaires individuelles pour aider les jeunes démunis à terminer leur enseignement secondaire.

Eu égard à ce qui précède, en Argentine, le problème de l'éducation n'est pas « quantitatif » mais bien « qualitatif ». Le défi à relever est d'arriver à offrir une éducation différente, appropriée, qui soit adaptée aux situations et aux nécessités particulières des enfants. Le système de volontariat est d'ailleurs mis sur pied pour aider les populations dans ce domaine.

Introduction

L'Argentine qui, très tôt, a connu l'intégration sociale, où la classe moyenne fut très active, traverse depuis le début des années 80 une crise importante de désinvestissement productif et de production spéculative. À partir des années 90, elle présente une structure sociale polarisée, caractérisée par une forte concentration des richesses dans les mains d'un groupe réduit de la population, qui coexiste avec un secteur expulsé du marché de l'emploi et exclu des réseaux de distribution des revenus. Cette situation finit par se transformer en une crise sans précédent qui changea radicalement la structure sociale. D'après les estimations de l'Institut National des Statistiques et des recensements, au mois de mai 2002, 53% des Argentins (de la zone urbaine) se situent en dessous du seuil de pauvreté. Autrement dit, environ 12.000.000 d'Argentins (sur une population totale de 36.000.000 d'habitants) n'ont pas les moyens de s'acheter un panier de base de nourriture et de services et 24.8 % de ce total se situent en dessous du seuil d'indigence, c'est-à-dire que ces derniers ne peuvent pas s'acheter un panier de base de produits alimentaires.

La pauvreté amplifie les situations d'inégalité et d'exploitation telles que le travail et l'exploitation sexuelle des enfants. Selon les dernières estimations, 1.503.925 enfants âgés de 5 à 14 ans travailleraient. Certains abandonnent l'école afin de travailler, d'autres combinent les deux activités. (C'est la première fois que l'on inclut le travail domestique des enfants). Une récente enquête de l'Unicef, réalisée par Sylvia Chejter sur l'exploitation sexuelle des enfants, montre son existence comme un circuit organisé, non pas limité à des situations isolées. Il s'agit là pour la plupart du temps de petites filles.

La répartition inégale de la richesse sociale s'exprime dans l'inégalité de l'éducation. Le secteur social qui reçoit les plus gros revenus dépasse de loin les secteurs plus pauvres, tant en années de scolarité qu'au niveau de la qualité de l'enseignement.

L'enseignement n'a pas connu le phénomène de privatisation, à l'inverse des services publics (eau, téléphone, électricité, système prévisionnel). En revanche, on assiste à un désinvestissement progressif de l'enseignement public de la part de l'État et à une augmentation des inscriptions dans le secteur privé depuis les années 80. La volonté de l'État n'est pas de faire passer les services aux mains du secteur privé, mais bien de décentraliser la gestion des écoles, de l'état national aux provinces. Au niveau universitaire, des discussions continues ont lieu au sujet d'une tarification au sein de l'université publique, qui, jusqu'à présent a été freinée par les étudiants, les professeurs et la communauté en général.

À partir de cet état de fait, nous allons réfléchir sur l'impact qu'ont ces processus sur la vie des femmes, en nous basant sur trois axes d'analyse :

- 1) L'importance de l'éducation pour l'exercice de la citoyenneté des femmes dans le système démocratique.
- 2) La situation des femmes par rapport à leurs possibilités d'apprendre, dans le cadre de la crise institutionnelle sociale, politique et économique.
- 3) Les stratégies et lignes d'action possibles, sera l'axe le moins développé dans ce texte, étant donné qu'il sera complété à la suite de cette rencontre.

L'importance de l'éducation pour l'exercice de la citoyenneté des femmes dans le système démocratique

L'éducation est un des droits humains fondamentaux reconnus et garantis par divers instruments légaux nationaux et supranationaux. Sur le plan individuel, il est le véhicule qui permet l'intégration sociale et constitue la clé donnant l'accès à d'autres droits: la nutrition, le délassement, la participation sociale, etc. Vu sous l'angle de l'ensemble d'une société, un niveau d'éducation plus élevé de la population implique de plus grandes possibilités de croissance et de bien-être pour tous. Voilà pourquoi on tend de plus en plus à considérer l'éducation comme un investissement et non comme une simple dépense.

La démocratie, la citoyenneté, l'élargissement des droits font partie de l'agenda non seulement théorique sinon politique quant à la condition des femmes à l'aube du XXI^e siècle, mais aussi l'exclusion, la vulnérabilité et la fragmentation. La démocratie en tant que forme prédominante de l'ordre politique n'échappe pas à la conjoncture mondiale marquée par l'expansion du capitalisme et par une inégalité croissante. Face à cette réalité, la démocratie apparaît comme une utopie.

Et pourtant, l'Argentine a mis en place un processus d'expansion des droits formels: la loi sur le divorce, la loi fédérale sur l'éducation, les programmes de procréation responsable qui permettent de constater une avancée légale considérable. En réalité, on assiste à un retour des mécanismes étatiques de protection sociale et de creusement des inégalités sociales qui relativisent le processus de citoyenneté.

Bon nombre de femmes n'ont qu'une citoyenneté formelle, elles ne connaissent ni n'exercent leurs droits. Pour remédier à cette situation, l'éducation tant formelle qu'informelle constitue un outil fondamental afin que femmes et petites filles puissent passer de l'acceptation passive de leur réalité à une transformation active de leur environnement.

La situation des femmes par rapport à leurs possibilités d'apprendre, dans le cadre de la crise institutionnelle sociale, politique et économique

La couverture de l'éducation primaire en Argentine est proche ou supérieure à 90% et celle du secondaire atteint des pourcentages proches de 50% dans chaque tranche d'âge. Les pourcentages de la population non scolarisée et les taux d'analphabétisme sont inférieurs à 10% de la population totale.

En ce qui concerne les inscriptions, il n'existe pas de différence significative en fonction du genre. Le nombre de femmes dépasse celui des hommes dans les études secondaires et universitaires.

En Argentine, on constate une combinaison de deux situations : d'un côté, il existe des secteurs sociaux où l'accès à l'enseignement supérieur est relativement égalitaire pour les femmes et de l'autre, il persiste des secteurs plus démunis où les femmes fréquentent des écoles de piètre qualité. L'offre éducative n'est pas égale pour tout le monde : les secteurs les plus aisés peuvent accéder aux écoles de qualité et terminer leurs études dans des universités, ce qui n'est pas le cas des secteurs les plus pauvres. Chez les plus démunis, ni les parents ni les enfants n'atteignent le milieu des études qui leur permettent de terminer l'école secondaire. Il existe en effet un lien direct entre la pauvreté de la population et la carence des moyens octroyés à l'éducation, la qualité de ces moyens, l'infrastructure et l'équipement.

Dans les secteurs les plus défavorisés, même lorsque les enfants vont à l'école, celle-ci peut se transformer en un lieu d'assistance sociale (les enfants y vont pour manger) et non un lieu "éducatif", ce qui les prive de la possibilité de recevoir une formation intégrale qui leur permet plus tard de trouver du travail.

Certains secteurs restent à l'écart de l'école, les enfants qui se trouvent dans des situations particulièrement difficiles : les enfants de la rue, ceux qui sont victimes d'exploitation sexuelle.

Même si le taux d'inscription est élevé, on assiste aussi à une diminution du nombre d'enfants qui abandonnent leurs études primaires après avoir appris les rudiments du calcul et de la lecture-écriture ou des jeunes qui n'achèvent pas leurs études secondaires.

Dans le cas des femmes pauvres et des adolescentes, tomber enceinte constitue un des problèmes fondamentaux qui freinent la poursuite des études. Dans certaines écoles catholiques, les adolescentes qui sont enceintes sont renvoyées. Les mères qui ont des enfants en bas âge ont des difficultés à terminer l'école primaire ou secondaire (carence en services de garderies gratuites).

Le problème de l'éducation n'est pas "quantitatif" mais bien "qualitatif". Il ne s'agit pas de donner "plus d'éducation" à ceux qui en ont le plus besoin mais d'offrir une éducation différente, qui soit adaptée aux situations et aux nécessités particulières des groupes d'étudiants. L'école relève le défi d'accepter la diversité de genres, d'ethnies, de religions, afin de pouvoir remplir une fonction d'intégration sociale.

Stratégies et lignes d'action possibles

D'une certaine manière, le désinvestissement progressif de l'État dans le secteur de l'éducation, a poussé les pères, mères et organisations communautaires à réaliser différents projets afin d'améliorer la qualité de l'enseignement et la qualité de vie des enfants. En Argentine, la croissance du secteur tertiaire se concrétise la plupart du temps par des réponses en éducation : création de jardins d'enfants, financement de cantines ou de centres sportifs, etc. D'après l'enquête d'une consultante reconnue, un quart de la population de la ville de Buenos Aires a fait du volontariat, sous la forme de projets de solidarité.

Notre institution organise une formation permanente sur le thème des droits des femmes et une réflexion sur les rôles de genre. En ce moment, Punto de Unión réalise une tâche d'administration des fonds de la Banque Interaméricaine de Développement dans un programme pour l'intégration des familles à faibles revenus, dans le domaine de l'éducation et de la santé, dans la Municipalité

de la Matanza, (Province de Buenos Aires) et un Programme de Bourses pour des jeunes sans ressources pour qu'ils puissent achever l'école secondaire.

Bibliographie

1. Alejandra Ciriza, "*Los derechos reproductivos y sexuales como derechos ciudadanos de las mujeres en Argentina*", Red RIMA.
2. María Correia, "*Las relaciones de género en la Argentina*". *Un panorama sectorial*, Equipo de Género, Región de America Latina y el Caribe, Banque Mondiale, 1999
3. María del Carmen Feijoó, *Argentina "Equidad social y educación en los años 90"*, Instituto Internacional de Planeamiento de la Educación, Unesco, Paris, Bs.As, 2002
4. Alejandro Morduchowicz (coordinateur), "*La educación privada en la Argentina: Historia, regulaciones y asignación de recursos públicos*". Bs. As, 1999-(ouvrage sous presse)
5. Mariano Narodowski, Milagros Nores, Myriam Andrada, (compiladores), "*Nuevas tendencias en políticas educativas*", Estado, mercado y escuela, Editorial Granica ,Bs.As, 2002.
6. Marina Subirats, "*La educación de las mujeres: de la marginalidad a la coeducación*", Serie CEPAL, Mujer y Desarrollo. N° 22. www.cepal.org.
7. Emilio Tenti Fanfani, "*La escuela vacía. Deberes del Estado y responsabilidades de la sociedad*", UNICEF/LOSADA. Buenos Aires, 1992
8. Guillermina Tiramonti, "*Modernización educativa de los '90, El fin de la ilusión emancipadora ?*", Flacso. Temas Grupo Editorial .Buenos Aires, Argentina, 2001
9. Institut National des Statistiques et des Recensements, Ministère de l'Économie, www.indec.mecon.gov.ar

2. « LA PRIVATISATION DE L'EDUCATION : QUELS ENJEUX, QUELS IMPACTS ? » Par Nathalie Legrand de Pollen

Nathalie Legrand est secrétaire générale de l'asbl Pollen.

L'asbl Pollen soutient des Actions et des recherches de développement endogène par le renforcement de la qualité de l'éducation publique formelle/non formelle prônant l'introduction des thématiques :genre, santé, environnement,... au travers de formations pédagogiques, bibliothèques, plaidoyer,...

Contact mail : POLLENasbl@compuserve.com

Le débat autour de la question du genre est intéressante s'il s'intègre dans une approche globale du développement de nos sociétés, pour lesquelles on privilégierait, dans les systèmes d'enseignement, la mixité culturelle, sociale, économique, la scolarisation des filles étant une partie d'un tout, et la reconnaissance de leurs droits passant aussi par l'éducation des garçons. Au niveau de l'éducation, la mondialisation de l'économie dont l'appendice est la marchandisation et la privatisation des services éducatifs, s'accompagne d'un cloisonnement social, lui-même antichambre de la dualisation en terme d'accès et de qualité. Ces deux notions sont au cœur du débat autour de l'école. La question de l'accès pose le problème en termes économiques et sociaux : segmentation des marchés de l'enseignement, individualisation de l'acte d'apprendre, écoles pour riches et écoles publiques pour la masse de la population,... alors même que les programmes de l'Education pour Tous de l'Unesco et de la Banque Mondiale promettent l'illusoire scolarisation pour tous en 2015. Les Etats du Sud se voient encore compliquer cette mission avec

le fardeau de la dette, la pauvreté et les conditionnalités qui pèsent sur le budget de l'Etat et grèvent les secteurs publics de base.

L'école, comme micro société, permet de faire vivre de manière précoce des relations égalitaires, et, à travers son ouverture, de lui permettre de mieux répondre aux besoins de la société en évolution, car elle souffre d'une inadéquation entre les contenus enseignés et la réalité concrète du quotidien, proche ou lointain. Néanmoins, le phénomène croissant de privatisation de l'enseignement par une communautarisation (prise en charge financière et matérielle de l'école par la communauté) est de justement trop ancrer les réalités quotidiennes dans la classe, au risque de voir celle-ci répondre avant tout aux besoins de la communauté et non du développement de l'enfant.

La privatisation de l'éducation présente donc de sérieux risques, parmi lesquels on trouve par exemple :

- la segmentation des publics cibles; l'éducation est un service que l'on consomme, de manière individuelle, les valeurs ne sont plus partagées;
- l'utilisation de l'école comme vecteur d'une certaine économie de marché : investisseurs étrangers, cultures d'exportation uniformisant le savoir (acculturation) ;
- une voie d'entrée pour les mouvements religieux qui peuvent accentuer le cloisonnement et l'écart entre l'éducation des filles et des garçons

L'un des rôles premiers de l'école publique - qui doit accepter de se remettre en question et se renouveler - demeure la socialisation, l'ouverture à l'autre, à travers le brassage et la mixité sociale, culturelle et économique qu'elle permet. Privatiser l'école, c'est ouvrir la voie aux clivages sociaux, aux incompréhensions grandissantes, c'est gommer la diversité culturelle. L'école doit être plus ouverte, adopter de nouvelles pratiques pédagogiques favorisant le dialogue, la pratique d'une citoyenneté par le vécu, et doit ancrer l'enfant sur la réalité de la vie en développant son autonomie et son sens critique. Il s'agit de redonner un sens à l'école sans la rendre utilitariste, et de travailler dans le sens de la qualité, de la performance de l'éducation et de la formation de façon à les ancrer dans un projet de société clair entre tous les acteurs.

La question de la privatisation de l'enseignement en Europe comme dans les pays en voie de développement est à la rencontre de plusieurs angles d'attaque. Celui que j'aborderai ici est celui de la nécessité de proposer de travailler sur le fond et non sur la forme, c'est à dire de proposer des actions concrètes allant dans le sens d'un renforcement de la qualité de l'éducation à la base et dans ses structures existantes. Le débat autour de la question du genre est intéressante si elle s'accompagne d'une approche globale du développement de nos sociétés, dans lequel on privilégierait dans nos systèmes d'enseignement la mixité culturelle, sociale, économique, les femmes étant une partie d'un tout et pas un problème en tant que tel.

La mondialisation de l'économie s'accompagne d'un cloisonnement social, antichambre de la dualisation en terme d'accès et de qualité. Je ne brosserai pas ici l'état actuel de la situation de la marchandisation de l'enseignement qui pourrait faire l'objet d'un exposé en soi. Il s'agit ici de faire un petit point sur les impacts et risques de la privatisation en terme d'éducation et d'accès à l'éducation, notamment dans les pays en voie de développement dans lesquels Pollen travaille dans des projets d'éducation.

Les risques

Tout d'abord le premier des risques, majeur, est celui de la segmentation des publics cibles, l'accès par la sélection risquant d'accroître les inégalités et le cloisonnement social. Un autre risque est que l'éducation devienne un service que l'on consomme à l'école, école utilitariste en terme d'économie de marché. La privatisation ouvre également la voie aux mouvements religieux intégristes ou non qui accentuent l'écart entre l'éducation des filles et des garçons (talibans,

écoles coraniques, tendance à donner une éducation spécifique par groupe social) et l'incompréhension entre les genres.

Le rôle de l'Etat

Face à ces constats, s'attaquer aux politiques de privatisation en cours pose la question de savoir ce que l'on met derrière les termes « éducation publique », « secteur public », « rôle de l'Etat ». Dans ce cadre là, quelques questions se posent ou plutôt des réflexions qui peuvent servir le débat que nous devons avoir aujourd'hui : faut-il accepter le seul rôle assigné à l'Etat à savoir celui de Justice, police, sécurité ? Faut-il travailler ou simplement s'opposer aux conditions posées aux Etats subsidiés et endettés qui sont celles de la démocratie, de l'Etat de droit, de bonne gouvernance ? Doit-on dans ce cas accepter la vision et le discours selon lesquels les ONG sont renforcées comme contre pouvoir ?

Quelles actions développer ?

Une des actions qui s'avère nécessaire dans ce contexte est de travailler dans le sens de la qualité et de la performance de l'éducation-formation, ancrée dans un projet de société clair, entre tous les acteurs. A travers la qualité, il s'agit donc de faire dans l'action plus que dans le plaidoyer, qui ne peut être qu'un des axes d'une politique globale. L'ouverture de l'école et la mixité des groupes (filles/garçons, faibles/forts, riches/pauvres, ...) sont à développer.

Il est nécessaire dans ce contexte d'adopter des méthodes et des techniques d'apprentissage adaptées qui privilégient le dialogue et l'échange : travailler à partir de l'intérêt suscité de l'enfant, développer l'esprit critique, aborder les pratiques démocratiques participatives au cœur de la classe, intégrer les thèmes du développement...comme celui du genre et de l'égalité... qui n'est souvent qu'une question d'éducation. L'école dans son aspect de micro société peut faire vivre de manière précoce des relations égalitaires entre hommes et femmes ; Elle permet de préparer, seule, les futures actions (voire de les rendre inutiles à terme) dans le monde adulte sur les revendications féminines ; et permet surtout d'éviter la rupture qui existe actuellement entre le vécu à l'école et la réalité quotidienne

Par ailleurs, à travers des techniques agissant comme une chaîne ADN globale de la liberté d'être et de penser à l'école, il s'agit de privilégier l'intérêt de l'enfant en l'ancrant dans des réalités. La question doit se poser quant à ce que l'on met dans la qualité des apprentissages. Le slogan de « l'apprentissage tout au long de la vie » recèle son propre paradoxe : les politiques actuelles segmentent l'accès et l'école fait tout sauf apprendre à apprendre aux enfants. Les filles en sont les premières victimes, elles qui se révèlent plus rentables pour leur famille dans le petit commerce ou la prostitution qu'à l'université. L'espèce humaine a évolué par sa capacité au dépassement de sa propre condition : l'enfermer dans un cycle fermé de production et de consommation à court terme sans tenir compte de ses aspirations profondes nous ramène à l'âge de Néanderthal.

Au-delà ou en parallèle de la qualité se pose la question de l'accès : l'illusion de « l'école pour tous en 2015 » est d'autant plus forte que la majorité des Etats ne peuvent atteindre et répondre à ces objectifs dans les conditions dans lesquelles on les a placés à savoir : un remboursement de la dette comprimant les ressources pour les secteurs sociaux ; la nécessité de répondre à de bonnes pratiques démocratiques comme condition et non comme moyen... Pour y répondre, il est nécessaire de poser des questions ouvertes à la discussion. Pourquoi l'école publique est-elle si facilement attaquant ? Pourquoi la société civile agit-elle en complémentarité et non en synergie

avec l'Etat ? Il faut aussi ici prendre en compte la question de la montée des régimes conservateurs et intégristes où le respect des droits de la femme n'est pas acquis, et celui des agendas des sociétés commerciales pour qui l'objectif n'est pas le fond mais la forme et le profit.

En conclusion

L'argument repris par le secteur privé d'intervention dans l'éducation n'occulte pas la question de la qualité ; la réponse à l'argument de baisse de la qualité du public ne passe pas forcément par sa privatisation, ni par une augmentation de ses moyens quantitatifs, mais en terme qualitatif car on peut tout à fait améliorer l'offre d'éducation sans pour autant en garantir la qualité à long terme.

* * *

3. Débats de l'atelier

Il ressort de ces interventions que l'une des actions qui s'avère nécessaire dans le domaine de l'éducation est de travailler dans le sens de la qualité et de la performance de l'éducation-formation, ancrée dans un projet clair, entre tous les acteurs (public, privé, ONG, syndicat, etc.) et de revoir l'effet du désengagement de l'Etat dans le secteur éducatif.

Les questions du débat ont porté sur *la crise entre le privé et le public et sur la qualité du service assuré par l'Etat*. Le Sud se trouve face à une double crise. Il doit arriver à démocratiser le système éducatif et à produire un système éducatif de qualité. Dans les faits, il n'y a pas une vision claire de la réforme du système éducatif. Si aujourd'hui, le privé remplace le public, c'est parce que celui-ci n'a pas réussi à satisfaire aux demandes des populations. Mais, comment réformer le public pour qu'il puisse répondre à ces demandes et les prendre en considération ?

Un autre problème soulevé dans le débat, c'est *le désengagement de l'Etat et la bipolarisation de l'enseignement* à des fins marchandes et non marchandes. On trouve que de plus en plus les garçons sont orientés vers les études mécaniques, technologiques là où les filles se cantonnent dans les études sociales. Avec la pauvreté, les familles n'ont plus de moyens pour payer le prix de l'éducation. De ce fait, elles privilégient l'éducation des garçons au détriment des filles. Cet état d'esprit reproduit le rôle traditionnel de l'éducation.

Une autre question a porté sur *le rôle de l'Etat et d'autres acteurs dans la gestion de l'éducation* étant donné que le privé vise surtout l'aspect lucratif alors que l'on sait que dans le secteur de l'éducation, il n'y a rien à vendre, on a que à donner. L'Etat doit continuer à jouer son rôle dans le changement de mentalité pour permettre aux filles de s'orienter de manière équilibrée.

Un autre point débattu, c'est *le risque* qu'affichent les écoles privées gérées par les églises qui n'autorisent pas à parler de l'éducation sexuelle dans les écoles et la segmentation des services. Cela prive les jeunes des renseignements sur leur sexualité. L'enseignement laïc, par contre, n'est pas contrôlé, on mélange beaucoup d'idéologies et la qualité de l'enseignement n'est pas garantie. Les écoles privées rencontrent beaucoup de difficultés dans le financement de l'enseignement. C'est ce qui crée l'insécurité dans le fonctionnement de ces écoles.

L'aspect relatif *au choix que porte les parents sur le secteur privé* a été également traité dans les discussions. Les parents préfèrent envoyer les enfants dans le privé parce qu'ils pensent que là ils auront un enseignement de qualité et en plus ils auront un positionnement sur le marché de l'emploi. Mais, il convient de préciser que le rôle du privé au Nord et au Sud est très différent.

Au Nord, les écoles privées sont subventionnées par l'Etat, ce qui les contraint à soumettre leurs programmes scolaires au contrôle de l'Etat. Par contre au Sud, ces écoles ne sont pas subventionnées et de ce fait, elles échappent au contrôle. Certaines ONG qui détiennent les écoles dans les pays du Sud sont considérées parfois comme les contre-pouvoirs.

Les conclusions de l'atelier sont les suivantes :

- Il existe beaucoup de différences dans les systèmes d'éducation en ce qui concerne le financement (Belgique, Afrique, Argentine) et une inégalité entre le privé et le public : dualisation public/privé.
- Il y a également des différences de genre pour accéder à l'enseignement. En Argentine, il n'y a pas de différence de genre dans l'accès mais ce dernier dépend du niveau socio-économique, car la distribution des richesses est inégale et s'exprime par l'inégalité dans l'éducation aussi. En Afrique, les enfants ont moins d'opportunités pour aller à l'école, surtout les petites filles. Comme conséquence : il y a une déscolarisation à cause du modèle unique de la culture.
- Il y a baisse de la qualité de l'enseignement public et une augmentation de l'offre au niveau de l'enseignement privé. En Argentine, il n'y a aucune décision pour privatiser l'enseignement mais il y a une diminution de financement du système public de la part de l'Etat.
- La différence pour accéder à l'enseignement va provoquer un accès à un emploi moins qualifié et à un salaire moins important chez les jeunes ;
- Il y a le contrôle des forces conservatrices religieuses au niveau de l'enseignement. C'est pourquoi, dans certains pays, il n'y a pas d'informations sur les droits sexuels et de reproduction dans les écoles.
- L'importance de l'école dans l'éducation pour la citoyenneté a été reconnue dans le cadre de la diversité.

4. Recommandations de l'atelier

- Inclure la perspective-genre dans les programmes scolaires.
- Renforcer la performance de l'école publique actuelle sans en créer d'autres et accroître les coûts
- Proposer des actions concrètes pour le renforcement de la qualité de l'éducation à la base et dans ses structures existantes.
- Dispenser un enseignement des droits de la femme au niveau de l'enseignement formel ou non formel ;
- Encourager les différents acteurs sociaux à s'impliquer dans la défense de l'enseignement public pour que chaque citoyenne et citoyen accèdent à l'éducation.
- Adopter des méthodes et des techniques d'apprentissage qui privilégient le dialogue et l'échange : travailler à partir de l'intérêt de l'enfant, développer son esprit critique, aborder des pratiques démocratiques, intégrer les thèmes du développement, les droits, etc. en classe, par exemple.
- Agir dans le plaidoyer
- L'éducation tant formelle qu'informelle doit être considérée comme un outil fondamental afin que les femmes et les petites filles puissent passer de l'acceptation passive de leur réalité à une transformation active de l'environnement.
- Arriver à mettre des mécanismes pour garder les filles à l'école et pour améliorer leur scolarité.
- Intégrer les valeurs démocratiques et citoyennes à l'éducation de base.

DECLARATION POLITIQUE

« Nous les femmes et organisations sociales du Sud présentes à la cinquième rencontre Palabras les 9, 10 et 11 décembre 2002, à Bruxelles, en Belgique;

Considérant,

1. Qu'il existe une reconnaissance mondiale des inégalités sociales, culturelles, politiques, économiques, environnementales des femmes, par rapport au collectif masculin,
2. Que les gouvernements, la société et les instances des Nations Unies se sont engagés à faire disparaître ces inégalités ;
3. Qu'il existe un engagement de l'organisation et de la lutte des femmes du Sud et du Nord à cette fin ;
4. Que face à la logique de domination violente, incluant l'usage de la guerre par des pays du Nord envers les pays du Sud ;
5. Que face à l'expropriation à travers les privatisations de nos ressources naturelles, de nos biens et services publics, ainsi que la faiblesse de nos Etats du Sud , et les fragiles démocraties du Nord ;
6. Que face aux pressions du marché et à l'autoritarisme des instances des transnationales telles que l'OMC, la BM et le FMI, exercés sur nos Etats afin d'imposer le modèle néo-libéral. Cela a provoqué : la mort de nos enfants d'Amérique Latine (comme ce fut récemment le cas des enfants de Tucumán en Argentine); la privatisation de l'eau de Cochabamba en Bolivie, (à qui la transnationale Betchel a réclamé la somme immorale de 25 millions de dollars); le processus actuel d'imposition de la privatisation de la sécurité sociale et de la santé au Salvador et la privatisation de l'eau au Ghana ;
7. Que face au cercle vicieux de la soumission docile de nos gouvernements du Sud via les mécanismes de l'ALCA, du TLC, de la dette extérieure, impayable et immorale ;
8. Que les gouvernements ont agit de manière insuffisante et inefficace face à la protection de l'environnement, la protection des semences naturelles ; et l'absence de stratégies pour la gestion et la qualité de l'eau, la santé, etc.

Nous déclarons,

- I. Qu'il est de la responsabilité des gouvernements du Nord de freiner ce processus d'injustice et de nouvelle colonisation géopolitique et géoéconomique, en étant critiques à l'égard de ces actions et en témoignant leur solidarité avec les peuples et les femmes du Sud et de leurs pays.
- II. L'obligation de s'engager à la **remise de la dette** extérieure, comme base afin de construire de nouvelles relations de justice, de démocratie et d'égalité;
- III. Que les Etats doivent appliquer et s'engager fermement avec des moyens financiers afin d'atteindre les objectifs du Plan d'Action Mondial (décidé à Pékin en 1995 pour la justice envers les femmes et les hommes de la planète et principalement dans leurs pays respectifs).
- IV. Soutenir les processus des peuples pour la démocratisation, la justice de leurs pays et la paix internationale.
- V. Se prononcer en faveur du peuple bolivien à Cochabamba dans sa défense de l'eau; en remettant en question la société transnationale Betchel lorsqu'elle réclame des millions à des populations pauvres. Mais aussi, être solidaire du peuple argentin, du peuple du Salvador, du Ghana, et de toutes les populations dans leur lutte pour la vie et la justice.

NOM

Pays

Signature